

**PREFECTURE DE LA MOSELLE**

DIRECTION  
DE L'ADMINISTRATION  
GENERALE

Bureau de  
l'Environnement

Affaire suivie par M. TALAU  
☎ : 03.87.34.88.97 - JT/LS  
ARSOLVAY.DOC

HC de DD

- J M  
- GSF

- copie lettre

de transmission Pref  
pour info PNA

**ARRETE**

N° 97-AG/2 - 186  
en date du 12 Août 1997

mettant en demeure la Société SOLVAY de respecter les dispositions de l'article 29 de l'arrêté préfectoral n° 96-AG/2-390 du 4 juin 1996 qui autorise l'exploitation des installations classées de cette société à SARRALBE.

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA MOSELLE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 et le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifiés relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié qui fixe la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 96-AG/2-310 du 4 juin 1996 qui autorise la Société SOLVAY à exploiter des installations classées à SARRALBE ;

VU le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées du 3 juin 1997 constatant que la Société SOLVAY n'a pas respecté les dispositions prévues à l'article 29 de l'arrêté du 4 juin 1996 susvisé ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

**Arrête**

Article 1er : La Société SOLVAY, installée à SARRALBE, est mise en demeure de respecter dans un délai de six mois à compter de la date de notification du présent arrêté les dispositions prévues à l'article 29 de l'arrêté préfectoral n° 96-AG/2-310 en date du 4 juin 1996.

Article 2 : En cas d'inobservation du délai imparti, il pourra être fait application de l'article 23 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée susvisée, indépendamment des poursuites pénales.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

*Liberté Egalité Fraternité*

Article 4 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,  
Les Inspecteurs des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de STRASBOURG par le demandeur ou l'exploitant dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

POUR ARRÊTÉ :

Le Secrétaire Général



M. G. MERLE



METZ, le

12 11 1991

LE PREFET,

Pour le Préfet

Le Secrétaire Général



JCH/TXIER